



RUSSIE : PRESENTATION D'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET FISCAL

Anna BORCHTCH, Avocate au Barreau de Lyon

1^{er} juin 2017

Club Pays Entreprises

UEEA

- L'Union Economique Eurasiatique (UEEA) regroupe actuellement la Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie, l'Arménie.
- Elle accueille en 2015 - 2016 de nouveaux membres : le Kirghizstan et le Tadjikistan, l'entrée de l'Ouzbékistan et le Turkménistan est également programmée.
- 4 pays fondateurs offrent un marché de :
 - 182 millions d'habitants (01/01/2015) ;
 - 15% de la superficie mondiale ;
 - PIB par habitant dans les États-membres de l'UEEA s'élève à 14 100 \$ (contre 10 500 \$ dans le monde).
- *Source : revue de la Commission économique eurasiatique « Union économique eurasiatique. Questions et réponses. Chiffres et faits » (2014)*

UEEA

- Présentation des principes de l'Union douanière :
 - territoire douanier unique
 - tarif douanier unique
 - absence de droits de douanes ou de restrictions tarifaires au sein de l'Union douanière
 - réglementation non tarifaire unique (certificats)
 - code douanier (à partir du 1^{er} janvier 2016, la simplification des procédures douanières, notamment grâce au mécanisme de «fenêtre unique »).
 - libre circulation des marchandises, des capitaux et des travailleurs

UEEA

- De nombreux éléments positifs :
 - depuis le 1er janvier 2014, la déclaration des marchandises au sein de l'Union se fait entièrement par voie électronique, et ce via 26 centres ;
 - depuis 2012, il est obligatoire d'informer au préalable d'un transport de marchandises par voie routière et, depuis 2014, par voie ferrée ;
 - les procédures douanières sont plus rapides et la réglementation en matière de perception des droits de douane a été améliorée : le délai de notification d'un virement sur le compte du Trésor fédéral a été réduit à trois heures.
- « *L'UEEA a accompli en cinq ans ce qui en a demandé 25 à l'Union européenne* ».

UEEA

- Oleg Dounaïev, président du Comité logistique de la Chambre russe de commerce et d'industrie, souligne que la création de l'Union économique eurasiatique ne vise pas uniquement à attirer des investissements étrangers :
- *« La mission de l'UEEA est avant tout d'établir dans le commerce et la production des liens de coopération efficaces, dont le développement permettra d'atteindre de meilleurs rythmes de croissance économique. Quant au secteur de la logistique, l'UEEA lui ouvrira à terme de nouvelles possibilités de développement. »*

UEEA

- Il est encore trop tôt, toutefois, pour prédire l'impact de l'UEEA sur l'économie de chacun de ses membres.
- « *Le taux moyen des droits de douane s'élève à 2,7 % en Arménie et à 6,9 % dans l'Union douanière, rappelle Alex Gene, attaché douanier auprès de l'ambassade de France à Moscou. L'Arménie reverra probablement ses droits à la hausse pour les faire correspondre à ceux de l'Union, ce qui augmentera le coût des importations depuis les pays tiers.* » Le Kirghizistan, dont l'adhésion à l'Union est prévue pour 2015, devra enclencher les mêmes processus.

UEEA

- Points négatifs
 - la conjoncture actuelle ;
 - l'instabilité des taux de change;
 - l'augmentation significative du coût des livraisons dans leur équivalent en roubles et la cherté des crédits d'acquisition d'équipement;
 - obligent les entreprises à revoir leurs projets à long terme.

UEEA

- Les pays de l'ex-URSS ne sont pas les seuls à s'intéresser à ce nouvel espace économique.
- Plus de 30 États et organisations internationales ont déjà exprimé leur intérêt pour la création d'une zone de libre-échange avec l'Union économique eurasiatique.
- Le service de presse de la Commission économique eurasiatique a annoncé que des négociations étaient en cours avec l'Égypte, l'Inde et Israël. En outre, la fin de l'année dernière a vu s'achever le dernier cycle des négociations sur l'élaboration d'un accord de libre-échange avec la république socialiste du Vietnam.
- Statuts de membre associé, d'observateur ou de partenaire privilégié.

Quelques points sur la certification

- **La Déclaration de conformité EAC (1)** et le **Certificat de conformité EAC (2)** aux Règlements Techniques de l'Union Eurasienne sont les documents émis par des organismes indépendants depuis fin 2011. Ces organisations remplissent leur fonction grâce à des laboratoires accrédités pour les organismes publics en charge de la supervision de la métrologie et la normalisation dans les pays de l'Union douanière: la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie
- L'évaluation de la qualité suivie par l'attribution d'une certification EAC, permet l'accès aux marchés des membres de l'Union Douanière. La législation ne prévoit pas de discrimination entre les marchandises produites à l'intérieur ou à l'extérieur de l'EAC. Néanmoins, on a besoin d'un représentant inscrit dans l'un des trois pays membres de l'Union afin de demander formellement le document.

-

Quelques points sur la certification

- La Déclaration de conformité de l'Union douanière (Déclaration EAC), conjointement avec le certificat de conformité de l'Union douanière (certificat EAC), remplace les Certificats GOST R pour la Russie, le certificat GOST K pour le Kazakhstan et BELST biélorusse.
- Afin d'avoir des documents de conformité émis, il est nécessaire de fournir une série de documents destinés à constituer le fichier du produit final. **Cet ensemble de documents varie – il dépend du type de document EAC.**
- Les deux certifications EAC ne sont pas émis par des institutions ou des organismes d'État, mais l'évaluation et l'émission est déléguée à des laboratoires privés accrédités auprès de l'un des trois organismes d'État (russe, biélorusse et kazakh) pour la métrologie et la normalisation.

Quelques points sur la certification

- **Ainsi, par exemple, pour obtenir le Certificat de conformité EAC fournit diverses informations**, dont le nom du fabricant, le nom du demandeur qui, doit être établi sur le territoire de la douane eurasienne, le nom de l'organisme de certification qui a délivré le document, le nom du produit ou des produits et son code des douanes, les règles auxquelles le document fait référence, et enfin la durée du Certificat, qui ne peut pas excéder 5 ans.

1/Pour l'estimation:

- Code des douanes
- Description du produit en langue russe
- Des dessins
- Ingrédients dans le cas des aliments
- Caractéristiques de l'installation opérationnelle

Quelques points sur la certification

2/En plus des documents requis pour l'estimation (suite) :

- Accord de vente ou la procuration de liaison entre le producteur et le représentant
- Acte fondateur de la société représentante
- Tous les Certificats étrangers
- Nom du producteur
- Demande de certification (fournie par l'organisme de certification)
- Documents opérationnels: passeport technique, manuel de l'utilisateur (en langue russe)
- Processus ISO
- Caractéristiques techniques
- Protocole d'essai du fabricant
- Les certificats de conformité pour les matériaux et les composants
- Les certificats de conformité pour le produit
- D'autres documents qui confirment directement ou indirectement que les produits conforment aux exigences de la réglementation technique de sécurité:
- Photos
- Dessins / diagrammes

RUSSIE

- Premier producteur et exportateur mondial de gaz naturel et deuxième producteur et exportateur mondial de pétrole
- PIB en croissance de 0,2% en 2014, forte diminution à cause de la fuite vertigineuse des capitaux (128 milliards \$ selon la BCE), de l'effondrement du rouble et de la réduction des prix du pétrole.
- Le taux de chômage 5,6 %
- La pauvreté touche 16% de la population - seul 1% de la population détient 71% des actifs privés.
- Les ministres européens des affaires étrangères ont prolongé les sanctions économiques contre la Russie jusqu'au **31 juillet 2017**

RUSSIE

- Quelques secteurs porteurs :
 - biens de consommation,
 - produits alimentaires (y compris vins et spiritueux),
 - équipements pour l'agriculture (élevage, grande culture, machinisme agricole),
 - équipements pour les industries,
 - BTP/Second œuvre/Décoration,
 - NTIC (y compris outsourcing),
 - aéronautique,
 - infrastructures,
 - secteur Santé,
 - etc.

RUSSIE

- Droit social:
 - Durée légale du temps de travail - 40 heures; max 54 h/semaine
 - Congés payés – 28 jours/an
 - Salaire moyen – 528 \$ brut, dont les contributions sociales payées par l'employeur sont de 34%
 - Certains secteurs bénéficient de réductions au niveau des taux des charges sociales : 27,1% pour la période 2013-2014 dans le secteur agricole ; 14% pour la période 2011-2017 dans le secteur des logiciels et des hautes technologies ; 14% pour les projets d'innovation.

RUSSIE

- Droit des sociétés:
 - Sociétés par actions (акционерное общество - открытое и закрытое)
 - Sociétés à responsabilité limitée (Общество с ограниченной ответственностью (ООО))
 - Partenariat (партнерство – société en commandite)
 - Les investisseurs étrangers peuvent également créer la filiale de leur société, en procédant à l'enregistrement de la filiale et en rédigeant les statuts
- Droit fiscal:
 - Impôts sur les sociétés 20%; avantages fiscaux (zones franches);
 - Налог на добавленную стоимость (NDS) - Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) 18% (10 % et 0%)

RUSSIE

- En 2013, la Russie est devenue la 3ème destination mondiale des flux d'investissements directs étrangers (IDE) pour la première fois de l'histoire (USA, Chine). Ce boom a été principalement causé par l'entrée du britannique BP dans le capital de Rosneft dans le cadre de l'acquisition par Rosneft de TNK-BP.
- Cependant, les tensions géopolitiques entre la Russie, l'Ukraine et les pays occidentaux constituent un signal particulièrement négatif pour les investisseurs - les IDE ont brutalement chuté en 2014.
- De nombreux secteurs jugés stratégiques fermés aux investissements étrangers. Dans de nombreux secteurs, en particulier ceux liés aux matières premières, l'industrie lourde et l'aéronautique, les participations étrangères majoritaires sont soumises à autorisation.

MERCI DE VOTRE ATTENTION

Anna BORCHTCH

Avocate au Barreau de Lyon

Docteur en droit

108 rue Robert - 69006 Lyon

+33(0)6 65 35 14 44

anna.borchtch@avocat-conseil.fr